



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Plateforme Régionale
des Achats de l'État
HAUTS-DE-FRANCE

PRÉFET DE LA RÉGION HAUTS-DE-FRANCE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR LES AFFAIRES RÉGIONALES

Plate-forme Régionale des Achats
12, rue Jean sans Peur
59 039 Lille cedex

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)

**Prestations de services de déménagement administratif pour les services
et opérateurs de l'État dans les départements de la Somme (80), l'Oise
(60) et l'Aisne (02)**

Référence de consultation : PFRA-HDF-2025-DEMENAGEMENT

Date et heure limites de remise des plis :
Le lundi 17 mars 2025 à 12h00

Table des matières

1. Préambule.....	4
1.1 Personne publique contractante – pouvoir adjudicateur.....	4
1.2 Personne habilitée à signer l'accord-cadre.....	4
1.3 Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA).....	4
1.4 Personnes habilitées à signer les bons de commandes.....	4
1.5 Comptable assignataire des paiements.....	4
2. Définitions.....	4
3. Objet de l'accord-cadre.....	5
4. Forme et étendue de l'accord-cadre.....	5
5. Durée de l'accord-cadre.....	5
6. Pièces contractuelles.....	5
6.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre.....	5
6.2 Textes de références.....	5
7. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....	6
7.1 Bons de commandes.....	6
7.2 Prestations spécifiques.....	6
7.3 Multi-attribution et bons de commande.....	6
7.4 Marchés de prestations similaires.....	7
8. Obligation des titulaires envers l'état.....	7
8.1 Obligation de conseil.....	7
8.2 Obligation d'information.....	7
8.3 Obligation de confidentialité.....	7
8.4 Responsabilité du Titulaire.....	7
8.5 Mesures de sécurité particulières.....	8
8.6 Documents à produire pendant l'exécution de l'accord-cadre.....	8
8.6.a Documents fiscaux et sociaux.....	8
8.6.b Modifications dans la structure du titulaire.....	8
8.7 Modification des prestations en cours de l'accord-cadre.....	9
8.8 Sous-traitance.....	9
9. Prévention des risques.....	9
10. Dispositions relatives aux personnels.....	9
11. Clause environnementale.....	10
12. Clause d'insertion et plan de progrès social.....	10
12.1 Le principe.....	10
12.1.1 Les publics éligibles :.....	10
12.2 Considérations sociales favorables à l'insertion des publics en difficultés.....	11
12.2.1 Volume d'heures de travail réservées.....	11
12.2.2 Globalisation.....	11
12.2.3 Clause de recours direct aux structures d'insertion par activité économique (SIAE).....	11
12.2.5 Durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures.....	11
12.2.6 Modalités de réalisation.....	12
12.2.7 Sous-traitance.....	12
12.3 L'accompagnement de l'insertion.....	13
12.4 Modalités de contrôle.....	13
12.4.1 Dispositions générales.....	13
12.4.2 Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique.....	13
12.4.3 Règles liées au respect du RGPD.....	14
12.4.4 L'insertion à l'issue du marché.....	14
12.4.5 Dérogations au CCAG-FCS :.....	14
13. Contrôle et vérification de la prestation.....	15
13.1 Opérations de vérification.....	15

13.2 Décisions après vérification.....	15
14. Dispositions financières.....	15
14.1 Nature et forme des prix.....	15
14.2 Révision des prix.....	15
14.3 Facturation - Règlement.....	16
14.4 Intérêts moratoires.....	17
14.5 Présentation des factures par voie dématérialisée.....	17
15. Dispositions relatives aux assurances.....	17
16. Avance.....	18
17. Pénalités.....	18
18. Clause de réexamen.....	19
19. Suivi de l'accord-cadre.....	19
20. Cessions et nantissements.....	19
21. Résiliations.....	19
22. Litiges et contentieux.....	20

1. PRÉAMBULE

1.1 PERSONNE PUBLIQUE CONTRACTANTE – POUVOIR ADJUDICATEUR

Monsieur le préfet de la région Hauts-de-France
12, rue Jean sans Peur
59039 LILLE CEDEX

1.2 PERSONNE HABILITÉE À SIGNER L'ACCORD-CADRE

Monsieur le préfet de la région Hauts-de-France, représenté par
M. le secrétaire général pour les affaires régionales (**SGAR Hauts de France**)
12, rue Jean sans Peur
59039 LILLE CEDEX

1.3 REPRÉSENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)

Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales (**SGAR Hauts de France**)
12, rue Jean sans Peur
59039 LILLE CEDEX

Il est chargé de la coordination de l'accord-cadre. Il est habilité à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique pour ce marché.

1.4 PERSONNES HABILITÉES À SIGNER LES BONS DE COMMANDES

Sont habilités à signer les bons de commandes les services déconcentrés placés sous l'autorité du Préfet de région.

1.5 COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS

Les comptables assignataires des paiements, ainsi que les BOP correspondants sont précisés par chaque service bénéficiaire dans les bons de commande émis.

2. DÉFINITIONS

Accord-cadre à bons de commande : Un accord cadre a pour objet d'établir les termes régissant les bons de commandes à passer au cours d'une période donnée, notamment en ce qui concerne les prix.

Pouvoir adjudicateur : Représentant du pouvoir adjudicateur (préfet de région Hauts-de-France), le SGAR Hauts-de-France signe et notifie l'accord-cadre.

Titulaire : Le titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre et exécute les bons de commandes avec le pouvoir adjudicateur pour le(s) lot(s) pour le(s)quel(s) il est l'attributaire.

Notification : C'est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception mentionnée sur un récépissé est considérée comme la date de notification.

Prestations : Désigne les services fournis par le titulaire du marché.

Service prescripteur : L'ensemble des services déconcentrés placés sous l'autorité du Préfet de région, en charge de la passation des commandes, du suivi et de la constatation du service fait permettant la mise en paiement des factures.

3. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de déménagement administratif (mobilier de bureau et matériels divers), ainsi que des prestations de garde-meubles et de stockage pour les services et les opérateurs de l'État dans les départements de la Somme (80), l'Oise (60) et l'Aisne (02).

4. FORME ET ÉTENDUE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu selon une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires, ouvert à tous les prestataires intervenant dans le domaine du déménagement et de stockage. Cinq attributaires seront retenus. L'accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande.

Conformément à l'article R2162-4 du code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un montant maximum de 420 000€ HT sur la durée totale du marché. Ce montant ne constitue pas un engagement de commandes, mais correspond au montant maximum qui pourra être engagé par le cumul des commandes des différents services bénéficiaires, sur la totalité du marché, et tous attributaires cumulés.

Le présent accord-cadre est constitué d'un lot unique qui concerne les départements de la Somme (80), l'Oise (60) et l'Aisne (02) (sites de départ). Les attributaires seront sollicités suivant la proximité des opérations de transfert. Les modalités sont détaillées à l'article 7.3 du présent CCAP.

5. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord cadre est conclu pour une durée de 24 mois fermes, à compter de la date de notification. Le présent accord-cadre n'est pas reconductible.

6. PIÈCES CONTRACTUELLES

6.1 PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière,
- Le bordereau de prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et ses annexes dont seul l'exemplaire original conservé dans les archives de la personne publique fait foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cadre de réponse technique du titulaire et leurs éventuels annexes ;
- Le CCAG applicable aux marchés de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 dans sa version issue de l'arrêté du 29/12/2022 ; par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG, le présent CCAP et ses annexes ne comportent pas de liste récapitulative des dérogations à ses stipulations.

Les bons de commandes ont valeur contractuelle.

6.2 TEXTES DE RÉFÉRENCES

Les titulaires sont réputés connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires en vigueur, relatives aux prestations objet du présent marché.

7. MODALITÉS D'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

7.1 BONS DE COMMANDES

Les bons de commandes sont émis tout au long de la durée de validité de l'accord-cadre. L'exécution des bons de commande doit être terminée au plus tard six mois après la fin de validité du marché.

Chaque bon de commande comporte :

- ✓ le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture)
- ✓ la date d'émission du bon de commande
- ✓ le numéro de l'accord-cadre et la référence du devis le cas échéant
- ✓ le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement)
- ✓ la désignation et la quantité des prestations commandées
- ✓ le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- ✓ le délai d'exécution de la prestation
- ✓ la date de début d'exécution du bon de commande
- ✓ les lieux d'exécution des prestations.

Suite à la visite technique de site, et à l'émission de son devis, en aucun cas, le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance des lieux, d'une mauvaise appréciation des matériels à transférer, d'erreurs ou d'omissions pour justifier une modification de son devis. Le titulaire est réputé avoir apprécié complètement la nature, le volume et les conditions de la prestation.

Le chiffrage précise :

- L'objet de la prestation,
- Une date d'intervention, ainsi que la durée d'exécution de la prestation,
- Le montant HT,
- Le matériel à utiliser
- À titre indicatif les moyens humains mis en œuvre,
- L'unité, le volume et le métrage linéaire de la prestation,
- En cas de dépassement des limites mentionnées au BPU, la distance de portage exprimée en mètres et le détail de la méthode de calcul, le cas échéant

Tous les frais et fournitures, de quelque nature et importance qu'ils soient, relatifs à la préparation des chiffrages, sont compris dans les prix de l'accord-cadre.

Le chiffrage détaillé correspond à chaque ligne de l'annexe financière (BPU) et est établi en cohérence avec la grille volumétrique de l'accord-cadre fournie par le titulaire.

Le devis doit être préalablement accepté par le service bénéficiaire.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courrier électronique, ou par tout autre moyen permettant d'en accuser date de réception certaine.

7.2 PRESTATIONS SPÉCIFIQUES

Concernant les prestations spécifiques non prévues au BPU, les bons de commande sont émis sur la base d'un devis établi par le titulaire. Le devis devra être préalablement accepté par le service bénéficiaire.

7.3 MULTI-ATTRIBUTION ET BONS DE COMMANDE

Le présent accord-cadre est multi-attributaire. Le nombre d'attributaires retenus est de cinq (5) sans qu'il n'y ait de rang de priorité selon l'ordre de classement des offres.

La PFRA met en place un tourniquet (tour de rôle) afin de veiller au bon fonctionnement du marché. Ce système consiste à faire appel à l'un des 5 attributaires, à tour de rôle, dès lors qu'un besoin se présente. Les conditions de consultations du titulaire, vont dépendre du lieu géographique de départ. Dans un souci de réactivité et de démarche environnementale, la priorité sera donnée à l'attributaire le plus proche du site de départ. En cas d'indisponibilité, il sera fait appel aux autres attributaires, toujours en faisant appel au plus proche.

7.4 MARCHÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur pourra négocier, avec le titulaire, sans publicité préalable et sans mise en concurrence, un marché de prestations similaires en application des [articles R2122-7 du Code de la commande publique](#).

8. OBLIGATION DES TITULAIRES ENVERS L'ÉTAT

8.1 OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels et prestations fournies au pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

8.2 OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

8.3 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication. Il est tenu, par ailleurs, de porter à la connaissance de son personnel les obligations et peines qu'il encourt au titre des dispositions du code pénal, et notamment au titre des articles 226-13, 226-15 et 432-9 relatifs au secret des correspondances.

Les informations visuelles ou orales et documents de quelque nature que ce soit relatifs à la structure, l'organisation, les affaires, les politiques internes diverses, les fournisseurs ou les clients, les projets et le personnel de chacune des parties, dont l'un des contractants aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont un caractère confidentiel, voire secret.

Ces renseignements ou ces documents ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution de la prestation.

8.4 RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE

Les titulaires sont tenus de mettre en œuvre, dans le cadre des prestations qui leur sont confiées, tous les procédés et moyens leur permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui leur incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant l'accord-cadre.

Les prestations devront être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Il est expressément entendu que les intervenants demeurent sous la responsabilité du titulaire (législation du travail, sécurité du travail, congés payés, déplacements, etc ...) même si ceux-ci se déplacent en dehors et dans les locaux des services bénéficiaires. Il ne peut pas exister de lien de subordination entre le personnel du titulaire et le pouvoir adjudicateur/les services bénéficiaires. Ainsi, pour l'organisation de la prestation, le titulaire désignera au sein de ses équipes, un coordonnateur ou un référent en charge notamment du suivi opérationnel des prestations.

8.5 MESURES DE SÉCURITÉ PARTICULIÈRES

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès à des informations. Chaque service prescripteur précisera, lors de l'émission de son bon de commande, les conditions d'accès spécifiques le cas échéant.

En application des articles 266-13 et suivants et 323-1 et suivants du code pénal, le titulaire prend l'ensemble des mesures précisées dans sa proposition, propres à garantir les conditions de la protection des données et informations traitées, transmises ou stockées y compris pour assurer la protection et la confidentialité des informations nominatives qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions du règlement général sur la protection des données (RGPD).

8.6 DOCUMENTS À PRODUIRE PENDANT L'EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

Correspondances émises par le titulaire	A adresser à :
Relatives à l'accord cadre et à l'ensemble des services bénéficiaires	PFRA Hauts-de-France pfra@hauts-de-france.gouv.fr
Relatives à chaque bon de commandes émis par un service bénéficiaire	Chaque service prescripteur et son représentant désigné

8.6.a Documents fiscaux et sociaux

Le titulaire produit, tous les **six mois**, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. En cas d'inexactitude ou de non production des documents et renseignements, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

La PFRA Hauts-de-France vous simplifie cette formalité en mettant à votre disposition gratuitement une plate-forme. Ces documents sont déposés par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <https://www.aproval.com/fr/>
Vous êtes alertés automatiquement des mises à jour à effectuer.



8.6.b Modifications dans la structure du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au représentant du pouvoir adjudicateur, la Plateforme régionale des achats Hauts-de-France (PFRA) les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;

- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de non communication des modifications, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

8.7 MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS DE L'ACCORD-CADRE

Toute modification du présent accord-cadre sera effectuée en vertu de [l'article R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique](#).

8.8 SOUS-TRAITANCE

Conformément à l'article L 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter partiellement les prestations dues aux titres de l'accord-cadre. La déclaration d'un sous-traitant et la demande d'agrément de ses conditions de paiement sont faites conformément aux articles L 2193-4 à L 2193-14 et R 2193-16 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Après la notification de l'accord-cadre, l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement est de la responsabilité du service ordonnateur du bon de commande à laquelle la sous-traitance se rattache.

Une fois l'acte spécial de sous-traitance conclu, le service en informe sans délai la PFRA Hauts-de-France qui en assurera la notification.

Il n'est pas possible de sous-traiter des prestations dont la créance a été cédée ou nantie.

9. PRÉVENTION DES RISQUES

Les services ordonnateurs respectent les obligations qui leur incombent en tant qu'utilisateurs d'entreprises extérieures, conformément aux articles R. 237-1 et R. 237.7 du code du travail.

Un plan de prévention des risques est établi entre chaque service prescripteur et ses titulaires, qui s'informent mutuellement de tous les éléments nécessaires à son élaboration.

10. DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS

Le personnel du titulaire, ou des sous-traitants, qui réalise les prestations dues au titre du présent accord-cadre est qualifié, compétent, formé et dispose des agréments nécessaires selon les textes en vigueur, stipulés par le CCTP. Il participe régulièrement à des formations de mise à niveau.

Il est doté de tenues de travail adéquates à l'exécution des prestations, afin d'assurer leur sécurité. Elle doit permettre de les identifier sur tout site d'un service ordonnateur.

Il respecte les règlements intérieurs des services prescripteurs, notamment en ce qui concerne l'accès aux locaux et doit transmettre les documents administratifs mentionnés ci-dessous :

- une carte nationale d'identité (CNI) ;
- une attestation indiquant que l'agent est bien employé par le titulaire ou copie du contrat de travail ;
- le bulletin n° 2 du casier judiciaire.

En cas d'insatisfaction dûment justifiée d'un service prescripteur de l'attitude ou du travail d'un membre du personnel du titulaire, il peut exiger de ce titulaire son remplacement immédiat pour les prestations en cours et/ou à venir.

11. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le présent accord-cadre met en place une démarche environnementale dans le cadre des prestations. Il est fait application de l'article L 2112-2 du code de la commande publique.

11.1 LES CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

11.1.1 Information sur les émissions de GES générées par les prestations de transport

Sur le fondement de l'article L. 1431-3 du code des transports, le titulaire détermine annuellement la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise par le transport mobilisé durant l'exécution du marché. Ainsi, il communique à l'acheteur, au plus tard à la date anniversaire, le tableau-bilan fourni en annexe 4 au présent document « Quantification des émissions de GES des prestations de transport mobilisées dans le marché » complété par ses soins sous format électronique en accès libre et facilement exploitable.

En cas de sous-traitance de la prestation de transport, le titulaire exige de ses prestataires la transmission des données nécessaires à la réalisation de ce bilan et renseigne le tableau de manière consolidée pour l'ensemble des prestations réalisées.

Le titulaire est invité à prendre connaissance de la fiche explicative d'utilisation de ce tableau-bilan annexée au présent marché. A la demande du titulaire, les modalités de renseignement sont explicitées par l'acheteur à l'occasion de la réunion de lancement du marché.

Selon les évolutions à venir extérieurs à l'acheteur durant l'exécution du présent marché, les données d'entrées utilisées au sein de ce tableau (ex. facteurs d'émission de la Base Empreinte® de l'ADEME) peuvent faire l'objet d'une mise à jour avec l'accord des deux parties.

11.1.2 Modes de transport et sources d'énergies alternatives

Pour la réalisation des prestations, objet du marché, le titulaire recourt, lorsque les trajets le permettent, à des solutions alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant, dans un objectif de minimiser leur impact en matière d'émissions de gaz à effet de serre (GES). Ces solutions alternatives portent, à la discrétion du titulaire :

- ✓ sur le type de source d'énergie alimentant les véhicules routiers utilisés (électricité, hydrogène, gaz naturel (GNC/GNL) y compris biogaz, gaz de pétrole liquéfié (GPL), biocarburant non produit à partir d'huile de palme ou de soja, ou carburant de synthèse).

La transmission à l'acheteur du tableau-bilan « Annexe 4 - Quantification des émissions de GES des prestations de transport mobilisées dans le marché » prévu au sein de la clause « Information sur les émissions de GES générées par les prestations de transport » au sein du présent marché permet au titulaire, en le renseignant, de démontrer son recours à des solutions alternatives parmi celles listées ci-dessus.

11.1.3 Qualité environnementale des véhicules routiers utilisés pour le marché

Le présent article s'applique aux véhicules utilisés dans le cadre de l'exécution du marché, que la prestation soit réalisée en flotte propre ou externalisée.

La flotte routière de poids lourds utilisée pour l'exécution du marché répond à minima à la norme d'émissions de polluants atmosphériques Euro VI ou équivalent. La flotte routière de véhicules légers utilisée pour l'exécution du marché répond à la norme d'émissions de polluants atmosphériques Euro V ou équivalent.

11.1.3 Formation des conducteurs à l'écoconduite

L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formé à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés *a minima* chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet à l'acheteur, à la fin de chaque année civile et au plus tard le 15 janvier de l'année suivante, sous format électronique facilement exploitable, les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'écoconduite : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du marché.

12. CLAUSE D'INSERTION ET PLAN DE PROGRÈS SOCIAL

12.1 LE PRINCIPE

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières.

12.1.1 Les publics éligibles :

Les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant à l'une des catégories suivantes :

- Des demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois.
- Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, AI...).
- Les demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une Structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail
- Personnes prises en charge dans les secteurs adaptés ou protégés : salariés des entreprises adaptées (EA), des entreprises adaptées de travail temporaire (EATT) ou usagers des ESAT.

En outre, le facilitateur peut valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par le facilitateur et ses partenaires territoriaux.

L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du pouvoir adjudicateur que par le facilitateur mandaté sur ce marché et en amont de toute prise de poste.

12.2 CONSIDÉRATIONS SOCIALES FAVORABLES À L'INSERTION DES PUBLICS EN DIFFICULTÉS.

12.2.1 Volume d'heures de travail réservées

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du marché, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, pour ce marché, le titulaire ou les titulaires s'engagent, sur la durée d'exécution totale du présent accord-cadre (y compris la ou les période(s) de reconduction), à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de **sept (7) heures par tranche de dix mille (10 000) euros H.T de commandes facturées.**

Ces heures sont additionnées au fur et à mesure de l'émission des bons de commande.

La mise en œuvre de l'action d'insertion entre en application lorsque le montant cumulé des bons de commande est égal ou supérieur à 10 000€. Toutefois, le titulaire est libre d'engager une action d'insertion sociale en deçà de ce seuil de commande et au moment qu'il juge opportun.

Par ailleurs, pour chacune des entreprises titulaires du marché, il ne pourra pas être exigée à une réalisation supérieure à 140 h d'insertion.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la clause sociale, les commandes effectuées les trois derniers mois du marché ne seront pris en compte dans le calcul du volume d'heure d'insertion. Ainsi, en cas de reconduction du marché jusqu'au 31/03/2027, les commandes émises après le 31/12/2026 ne seront prise en compte au titre de la clause sociale.

12.2.2 Globalisation

Le titulaire du marché doit solliciter le pouvoir adjudicateur et le facilitateur mentionné (article 12.3 CCAP), pour globaliser les heures d'insertion, au cas où, il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et le pouvoir adjudicateur. Elle peut être recevable si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

12.2.3 Clause de recours direct aux structures d'insertion par activité économique

(SIAE)

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de s'adresser à un prestataire autre que le titulaire de l'accord-cadre de façon très exceptionnelle lorsque, le prestataire est une structure d'insertion telle que définie à l'article L. 2113-13 du code de la commande publique. Pour autant, le montant cumulé de tels achats ne pourra pas dépasser 5 % du montant maximum de l'accord-cadre.

12.2.5 Durée d'éligibilité des publics et comptabilisation des heures

1 / La règle générale

À compter de sa première embauche dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois sous réserve des conclusions de l'évaluation annuelle du parcours d'insertion et notamment celles relatives à ses acquis professionnels et socio-professionnels, par le

dispositif territorial de gestion des clauses sociales d'insertion animé par le facilitateur et composé des organismes prescripteurs et des partenaires emploi / insertion.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

2 / Les cas particuliers

Si l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, recruté en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché (dans le respect des conditions citées ci-dessus) la durée d'éligibilité totale aux clauses sociales du salarié sera de 36 mois. Cette durée sera, dans tous les cas, mesurée à partir de la date de sa première embauche en application d'une clause sociale dans une entreprise, quelle que soit la nature du contrat.

En cas d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer le facilitateur afin d'étudier les modalités de remplacement

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des salariés en insertion et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

12.2.6 Modalités de réalisation

Dans le cadre de leurs engagements, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux entreprises attributaires. Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençant a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.

Modalité n°1 : Embauche directe

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire.

Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire. Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...).

12.2.7 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et le pouvoir adjudicateur afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « Volumes d'heures de travail réservées ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

12.3 L'ACCOMPAGNEMENT DE L'INSERTION

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le donneur d'ordre a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par :

Mission Emploi Lys-Tourcoing
200 rue de Roubaix - 59200 Tourcoing
Contact : **M. Hugo VANDAMME**
03 20 28 82 20 / 06.33.33.22.40
hvandamme@lamelt.fr

En fonction de la localisation géographique du titulaire et de la localisation de l'exécution du marché, la structure citée ci-dessous peut orienter l'entreprise vers un autre facilitateur clause plus pertinent, pour apporter un accompagnement de proximité.

Cette mission de facilitation a, entre autres, pour objectif :

Durant l'appel d'offre :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion

Durant la durée du marché

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
- De suivre l'application de la clause pour le donneur d'ordre
- Faciliter les relations entre le donneur d'ordre, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

12.4 MODALITÉS DE CONTRÔLE

12.4.1 Dispositions générales

De façon trimestrielle, le titulaire fournira tous les renseignements utiles propres à permettre le suivi et le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion.

Le facilitateur produira à la demande de la PFRA ou de l'entreprise les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause. Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par le pouvoir adjudicateur ou le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance.

12.4.2 Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous **huit jours** calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer la PFRA et le facilitateur qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le facilitateur étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs. À ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier d'un allègement ou de la suspension de l'application

des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché. Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recourt à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

12.4.3 Règles liées au respect du RGPD

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « clause », développé par la société Arche MC2 à la demande de la Mission Emploi Lys-Tourcoing qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants du titulaire, les représentants du pouvoir adjudicateur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : v.houset@emploi-lystourcoing.fr ou par courrier :
à l'attention du délégué à la protection des données,

M. Vianney HOuset,
Mission Emploi Lys-Tourcoing,
200 rue de Roubaix, BP 50357,
59336 TOURCOING CEDEX.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07. La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

12.4.4 L'insertion à l'issue du marché

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

12.4.5 Dérogations au CCAG-FCS :

- L'article 1.C.1 (définissant les critères d'éligibilités aux clauses sociales) du présent CCAP déroge à l'article 16.1.1.1 du CCAG-Fournitures Courantes et Services;
- L'article 1.C.1 (définissant les critères d'éligibilités aux clauses sociales) du présent CCAP déroge à l'article 16.1.1.2 du CCAG- Fournitures Courantes et Services ;

13. CONTRÔLE ET VÉRIFICATION DE LA PRESTATION

Le titulaire est soumis à une triple obligation pour l'ensemble des prestations objet du présent accord-cadre. La première est une obligation de confidentialité, la seconde de conseil comme évoqué à l'article 8.1 du présent CCAP, et la troisième est une obligation de résultat.

13.1 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations exécutées sont conformes aux obligations imposées au titulaire.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par le pouvoir adjudicateur.

Les opérations de vérification qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux prescriptions qui y sont fixées, et a réalisé les prestations définies dans le marché conformément aux dispositions contractuelles.

13.2 DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION

La réception des prestations peut être acceptée, acceptée avec réfaction, ajournée ou rejetée. Les dispositions du CCAG/FCS s'appliquent au présent marché.

La décision prise à l'issue des opérations de vérification est notifiée au titulaire par voie de messagerie électronique ou tout autre moyen permettant d'en attester réception. Elle revêt la forme (au choix du service bénéficiaire) d'un message électronique simple ou d'un procès-verbal ;

14. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

14.1 NATURE ET FORME DES PRIX

Les prix unitaires figurent dans le BPU annexé à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés inclure, notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au déplacement, à la restauration des intervenants, aux assurances, ainsi que tous les frais et sujétions non explicitement décrits et liés à l'exécution des prestations.

14.2 RÉVISION DES PRIX

Les prix sont fermes durant la première année et sont révisibles l'année suivante.

Le titulaire est tenu de faire parvenir à la PFRA son calcul de révision dans un délai de 2 mois avant la date prévue de révision des prix, à l'adresse mail suivante : pfra@hauts-de-france.gouv.fr

Dans l'hypothèse où le titulaire ne fait pas connaître sa proposition de révision de prix au moins 2 mois avant la date prévue de révision des prix, et sans que la PFRA ne soit tenue de relancer le titulaire, les prix sont réputés reconduits pour la période annuelle suivante.

Toute demande sera suivie d'un dialogue et d'un accord avec la PFRA. L'acceptation du calcul de révision des prix sera formalisée et notifiée par la PFRA et transmis au titulaire. En l'absence de cette notification, le calcul de révision n'est pas considéré comme applicable.

Neutralisation :

Le titulaire a également la possibilité de faire part de son souhait de neutraliser la révision / de ne pas l'appliquer, pour la période annuelle suivante. Il doit alors le signaler par mail à la PFRA dans le délai de 1 mois avant la nouvelle période du marché

Les prix sont révisables annuellement à la date d'anniversaire du marché, suivant la formule suivante, le mois zéro étant le mois de la remise des offres :

$$P \text{ rév} = P0 \times (I \text{ rév} / I0)$$

Dans laquelle :

- P rév = prix révisé
- Po = prix initial du contrat établi au mois zéro
- I rév = dernière valeur mensuelle connue et publiée à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, de l'indice relatif au coût horaire du travail révisé, tous salariés, pour les transports et l'entreposage (ICTrev-TS). Le numéro de l'Insee l'identifiant est le 001565190.
- Io : valeur de l'index connue et publiée au mois zéro de l'accord-cadre, de l'indice relatif au coût horaire du travail révisé, tous salariés, pour les transports et l'entreposage (ICTrev-TS). Le numéro de l'Insee l'identifiant est le 001565190.

Les **indices** à prendre en compte pour la formule sont les **derniers indices publiés et fermes ou définitifs** au mois de révision sur le site internet de **l'INSEE**.

Règle applicable pour les arrondis : lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum deux décimales.

La formule de calcul par tableur type Excel avec 4 décimales pour le prix révisé sera prise en compte. Le coefficient final sera arrondi à 2 décimales et la règle de l'arrondi s'applique de la façon suivante :

- par défaut si la 3^e décimale est comprise entre 0 et 4 ;
- par excès si la 3^e décimale est comprise entre 5 et 9.

Clause de sauvegarde :

La PFRA se réserve la possibilité de négocier et, le cas échéant, en l'absence d'accord, de résilier sans indemnité le marché à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque le changement conduit à une augmentation de plus de 3% l'an par ligne de BPU.

14.3 FACTURATION - RÈGLEMENT

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé.

Le règlement aura lieu après constatation du service fait par le service prescripteur.

Les paiements seront effectués par virement au compte du titulaire, par le comptable assignataire désigné à l'acte d'engagement.

Les factures comportent notamment les éléments suivants :

- la référence du marché (numéro d'EJ),

- la référence du bon de commande,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- la nature et la quantité de la prestation réalisée,
- la domiciliation des paiements telle qu'elle figure dans l'acte d'engagement,
- le montant total HT et TTC.

La facture comportera également les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale (notamment SIRET, statut, RIB IBAN) au moment de son émission.

Tout envoi incomplet donnera lieu au rejet de la facture et suspendra le délai de paiement sans générer d'intérêts moratoires.

Le délai global de paiement peut être suspendu une fois par le pouvoir adjudicateur avant l'ordonnancement. Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire précisant les raisons qui s'opposent au paiement et les pièces à fournir ou à compléter. À compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global de paiement est soit de 30 jours, soit égal au solde restant à courir à la date de suspension si celui-ci est supérieur à 30 jours. À défaut de paiement dans le délai de 30 jours, les intérêts moratoires sont dus.

14.4 INTÉRÊTS MORATOIRES

Lorsque, les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

14.5 PRÉSENTATION DES FACTURES PAR VOIE DÉMATÉRIALISÉE

L'ordonnance du 26 juin 2014 définit le **calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'État** et de leurs établissements publics respectifs.

Depuis le **1^{er} janvier 2020**, toutes les entreprises ont l'obligation de remettre leurs factures par voie dématérialisée sur le portail sur **CHORUS PRO** selon les modalités précisées à l'annexe 3 «factures démat ».

15. DISPOSITIONS RELATIVES AUX ASSURANCES

Le candidat devra s'engager à souscrire toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile et pénale pour toutes les phases du présent marché, afin que la responsabilité de l'État ne puisse être engagée. Ces pièces seront exigées au moment de la remise de l'offre.

Le titulaire s'engage à souscrire des assurances garantissant également les dommages causés aux personnels, aux matériels et aux installations de l'administration.

16. AVANCE

Conformément aux [articles R2191-3 à R2191-12 du code de la commande publique](#), une avance, représente 20 % du montant HT de la commande, est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 euros (€) HT, sauf renonciation expresse du titulaire. **Le candidat devra indiquer son choix dans l'acte d'engagement.**

Cette avance sera versée au titulaire pour tout bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT, sauf renonciation expresse de sa part.

En tout état de cause, le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire et devra être terminé dès lors que le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant, toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre de ce marché.

17. PÉNALITÉS

Application des pénalités réglementaires :

Les pénalités réglementaires prévues dans le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) s'appliquent conformément aux dispositions légales et contractuelles.

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application des pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du bénéficiaire de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire. Il est fait application du CCAG-FCS pour l'application des pénalités. De plus, les pénalités suivantes sont prévues :

Manquement	Montant
Pénalités forfaitaires pour manquement aux engagements spécifiques Des pénalités forfaitaires pourront être appliquées pour chaque manquement du prestataire à ses obligations contractuelles, notamment celles définies dans son offre. Ces pénalités forfaitaires seront appliquées de manière cumulative pour chaque manquement identifié, et ce sans préjudice des pénalités réglementaires et celles prévues par le CCAG.	Le montant de ces pénalités forfaitaires est fixé à 200 € par dysfonctionnement constaté
Défaut de transmission des pièces réglementaire dont : contrat de sous-traitance, déclaration de détachement d'un salarié, attestations d'assurance, attestation de formation obligatoire	50 € par jour calendaire de retard
Pénalité en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé : des pénalités peuvent être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code de Travail	50 € par jour calendaire pour chaque salarié concerné
Absence injustifiée à une réunion de suivi de son exécution à laquelle le titulaire est expressément convoqué	100 € par manquement constaté

Modalités d'application des pénalités :

Les modalités d'application des pénalités dérogent aux dispositions du CCAG et sont définies comme suit :

- Application des pénalités en cas de répétition ou cumul des dysfonctionnements : si les dysfonctionnements continuent malgré la réunion contradictoire, des pénalités seront appliquées après notification d'une mise en demeure par le service bénéficiaire, précisant le(s) dysfonctionnement(s) constaté(s).
- Résiliation en cas de manquements persistants : en cas de persistance des manquements après l'envoi de plusieurs mises en demeure restées sans effet, le service bénéficiaire se réserve le droit de porter la situation à la connaissance de la PFRA. En sa qualité de donneur d'ordre, cette dernière pourra décider de la résiliation du contrat pour faute, conformément aux dispositions légales et contractuelles applicables.

Notification et recours :

Chaque application de pénalité fera l'objet d'une notification écrite adressée au prestataire, précisant le montant appliqué, la nature des dysfonctionnements constatés, et les éventuelles suites envisagées.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour formuler ses observations ou contester la pénalité par écrit.

18. CLAUSE DE RÉEXAMEN

Les dispositions de l'article R2194-1 du code de la commande publique sont applicables au présent marché. Ainsi, et sans que cela soit exhaustif, des modifications rendues nécessaires notamment par la mise en œuvre de modes de fonctionnement innovants, pourront être introduites quel que soit leur montant.

19. SUIVI DE L'ACCORD-CADRE

● Pilotage

La plateforme régionale des achats Hauts-de-France, représentant le pouvoir adjudicateur, assure le pilotage global de l'accord-cadre.

● Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage de l'accord-cadre sera réalisée à l'initiative de la PFRA à la suite de la notification du marché avec l'ensemble des titulaires.

● Rapport annuel / Plan de Progrès

Le titulaire fournit annuellement un tableau de bord comportant les éléments relatifs à l'exécution de l'accord-cadre, énuméré ci-après de façon non exhaustive :

- les restitutions statistiques comportant a minima, par service, les différentes prestations, leur volume, les prix appliqués, les dates de commande et d'exécution ;
- une liste exhaustive des remplacements des intervenants effectués en cours d'exécution ;
- les éléments ayant fait l'objet d'un dépôt en centre VALDELIA ;
- une liste exhaustive des incidents/différends majeurs **ET** les solutions mises en place;
- le résumé des actions effectuées en termes de performance sociale et environnementale ;
- des propositions de progrès.

De même, un **reporting** portant sur une fréquence semestrielle pourra être demandé par les services portant sur les restitutions statistiques.

20. CESSIONS ET NANTISSEMENTS

L'exemplaire « spécial et unique » du marché sera délivré à sa demande au titulaire conformément aux dispositions de l'article 4.2.2 du CCAG – FCS.

21. RÉSILIATIONS

Le présent marché pourra être résilié selon les dispositions du CCAG – FCS.

Il sera fait application des articles 38 à 45 inclus du CCAG - FCS avec les précisions suivantes :

- **Résiliation pour motif d'intérêt général**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu est fixé à 5%.

- **Résiliation en cas d'inexactitude des documents ou renseignements fournis par le titulaire**

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG/FCS.

- **Résiliation en cas de discordance notoire entre le chiffrage du chantier type remis avec l'offre et le devis établi lors de l'opération réelle**

Dans le cas où il s'avérerait que le titulaire a sous chiffré les moyens mis en œuvre (matériels et humaine) pour fixer ses prix unitaires du BPU lors de la remise d'offres en vue d'obtenir le marché, ce dernier pourra être résilié sans indemnisation.

- **Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire**

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues au CCAG-FCS.

22. LITIGES ET CONTENTIEUX

Les modalités de règlement amiable des différends sont prévues au CCAG visé par le présent marché.

Avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties sont invitées à mettre en place une médiation en saisissant directement le Médiateur des marchés publics selon les modalités précisées sur le site :

www.mediation-des-marches-publics.fr

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
RESPONSABLES

En tant que signataire de la charte relation fournisseurs responsables, la Plateforme régionale des achats de l'Etat Hauts-de-France (PFRA) veille à la **qualité des relations entre les administrations bénéficiaires et les entreprises attributaires**. Aussi, pour toute question ou règlement amiable, vous pouvez joindre :

Emeline PAVY

Médiatrice interne

emeline.pavy@hauts-de-france.gouv.fr

En cas de litige, et après échec de la médiation, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents. En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du présent marché, le juge du tribunal administratif de Lille, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Lille dont les coordonnées sont les suivantes:

Tribunal administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire
CS 62039
59014 Lille Cedex

Voies et délais de recours contentieux :

- Référé précontractuel (article L 551-1 du CJA), la requête devant être introduite avant la signature du contrat notamment par les candidats évincés et potentiels ;
- Référé contractuel (article L 551-13 du CJA) dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution (ou, à défaut d'un tel avis, dans un délai de 6 mois à compter de la conclusion du contrat) ;
- Recours en contestation de validité du contrat et des actes détachables du contrat préalable à sa conclusion (recours de pleine juridiction prévu par la décision CE Ass, 4 avril 2014, Département de Tarn-et-Garonne, n°358994 ; [CE, 2 décembre 2022, n° 454323](#)) par tout tiers sans considération de sa qualité susceptible d'être lésé dans ses intérêts. Ce recours est assorti, le cas échéant de conclusions indemnitaires pouvant intervenir après sa formation. Il doit être exercé dans un délai de deux mois à compter de la publicité de la conclusion du marché ;
- Recours pour excès de pouvoir (article R 421-1 et suivants du CJA) dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision attaquée (son champ est restreint depuis la décision Département de Tarn et Garonne de 2014).